

VIE DE MAIRE

ÉPISODE 2 :
MON MAIRE DANS TOUS SES ÉTATS !



DOSSIER DE PRESSE

Documentaire écrit par Pascal Carcanade - Production Parker Wayne Philips - PWP



RÉSUMÉ

Le mandat qui s'achève n'a pas été facile pour les élus locaux. Restrictions budgétaires, poids croissant des normes et des règlements, perte de compétences au profit des intercommunalités, l'État ne les ménage pas.

De Charleville-Mézières à l'île de La Réunion, ***Vie de maire*** explore le quotidien de cette relation compliquée. A la tête de communes allant du village à l'agglomération de soixante mille habitants, dans des contextes géographiques et sociaux très différents, six élus témoignent de leurs difficultés, de la débrouille et du poids des responsabilités.

Au printemps 2019, pour tenter de sortir de la crise des gilets jaunes, le Président de la République a choisi de s'adresser aux maires. Au cours de leurs rencontres, il s'est dit prêt à leur accorder plus de marges de manœuvres. Presque 30 ans après les premières lois de décentralisation, peut-on encore croire à cette promesse ? Heureusement pour nous, Marième, Boris, Sandrine, Étienne, Vanessa et Nicolas, attachés à leurs territoires et à leurs concitoyens, n'attendent pas la réponse pour s'engager de nouveau.

DURÉE : 52'

AUTEUR : Pascal Carcanade

DIFFUSEUR : Public Sénat

MUSIQUE ORIGINALE : Damien Lefevre

PRODUCTEURS : Patrick Dalbin et David Waldman

DATE DE 1^{ère} DIFFUSION :

Samedi 8 février 2020 à 21h sur Public Sénat

Suivi d'un débat en plateau et de la rediffusion de l'épisode 1 : "Vie de Maire - Les dessous de l'écharpe" (2015)

PRESSE : AGENCE VALEUR ABSOLUE

Audrey Grimaud assistée de Sophie Chauffaut
06 72 67 72 78 - contact@agencevaleurabsolue.com

Matériel presse disponible sur demande.



D'où partons-nous ? D'où parlons-nous ?

En tournant le premier *Vie de Maire*, nous avons été frappés par la cohérence de ce que disaient les élus à propos de leurs fonctions et de leur place dans la société.

Nous avons pourtant tout fait pour les choisir les plus éloignés possible les uns des autres. Leurs différences d'âges, la distance géographique entre leurs communes ou encore la diversité de leurs préférences politiques n'y ont rien fait. Au-delà de toutes ces considérations, il y avait un sentiment commun d'appartenance, un rapport à l'autre partagé. Nous avons été touchés par ces personnes qui parlaient d'une même voix sans se connaître. Nous avons eu l'impression à ce moment-là d'entrevoir le ciment qui fait qu'un pays peut exister autrement que par la force. Que les mots « unité », « cohésion » ou « corps social » pouvaient avoir du sens. Jusque-là, nous les avons pensés vidés tant ils avaient été essorés dans la moulinette de la langue de bois politique.

En replongeant dans cet univers quelques années plus tard, constater que s'étaient installées ou envenimées diverses formes de tensions avec l'État, voire de conflits ouverts, a été une vraie surprise.

Pourquoi les instances nationales sont-elles entrées en guerre contre des pouvoirs locaux, non seulement loyaux, mais aussi profondément porteurs de l'esprit de la nation ?

C'est cette question qui a abouti au travail présenté ici. L'idée qu'elle sous-tend n'est pas manichéenne, le « méchant État contre les gentils maires ». L'harmonie procède certainement d'un bon équilibre entre les deux et le pouvoir municipal a ses zones d'ombre que nous n'ignorons pas, l'absence de contre-pouvoir pour ne prendre qu'elle en exemple. Mais le point de vue du maire nous intéresse parce que ce n'est majoritairement pas un grand fauve politique. Il nous est accessible et nous pourrions être à sa place.

Ainsi, le commentaire à la première personne du premier *Vie de Maire* n'était pas une simple figure de style, il était porté par une vraie curiosité citoyenne.

Les municipales de 2014 ont rassemblé plus de 1 million de candidats, c'était un point de vue que nous pensions partagé. Et puis, il faut bien l'avouer, il portait aussi une certaine affection pour ces personnes ordinaires qui s'engagent et pour l'organisation qui leur permet de prendre des décisions importantes pour peu que leurs concitoyens en soient d'accord. Dans un monde où le pouvoir se concentre et se retrouve parfois entre les mains effrayantes de quelques fous furieux, notre démocratie locale pléthorique est finalement plutôt rassurante.

**Le maire est accessible,
nous pourrions
être à sa place.**

Les 570 000 élus locaux français font figure d'exception en Europe, tant par leur nombre que par leur amateurisme théorique. Les Allemands sont des pros de la gestion locale, les Anglais ont beaucoup moins de pouvoir. Sans doute notre système est-il plein de défauts et le statut des élus a grand besoin d'être réformé, mais il nous semble important de bien savoir où l'on va avant de tirer une aiguille du mikado.

Pour des raisons historiques, la V^e République concentre une bonne partie des pouvoirs dans les mains de l'exécutif national. Le quinquennat et sa synchronisation avec le calendrier législatif ont renforcé cette particularité potentiellement dangereuse.

Sans doute avons-nous plus qu'ailleurs besoin de ce mode de gouvernance diffus que sont nos 36 000 communes.



SYNOPSIS



Étienne Serna

Vie de maire, c'est le carnet de voyage d'un citoyen ordinaire, attaché à la démocratie et curieux de la chose publique. Ses interrogations structurent le récit. Elles se fondent sur la tension entre le malaise des élus locaux, telle qu'elle est parfois rapportée par les médias, et le désir du narrateur de prétendre lui-même à un mandat. La narration est guidée par sa volonté un peu obsessionnelle de ne rien laisser dans l'ombre avant de se décider.

Ainsi, chaque élu, dont le spectateur partage le quotidien, est porteur d'une problématique particulière. Chacun a son temps fort, mais c'est un regard croisé, et tous peuvent parler de tout.



Nicolas Koukas

C'est sans doute l'image la plus symbolique du **sentiment de dépossession** qu'éprouve un certain nombre d'élus locaux : un hélicoptère de la gendarmerie survole **la vallée de Barétous**, avec à son bord un ours slovène. Il s'apprête à le lâcher un peu plus haut dans la nature, malgré l'opposition de plus de 100 maires des environs. **Étienne Serna**, solide rugbyman de 39 ans, est leur porte-parole. Maire d'**Aramits**, 650 habitants à l'entrée de la vallée, il est chargé de la délicate communication avec la préfecture et les ministères. Certains de ses collègues plus sanguins que lui sont prêts à en découdre. L'idée ici n'est pas de discuter le bien-fondé de la réintroduction des ours dans les **Pyrénées**, mais d'observer le dialogue de sourds qui s'est instauré entre les élus locaux et l'État. Les uns parlent de préserver l'activité économique de la vallée, les autres répondent directives européennes et impératif écologique national.

Cette **incompréhension entre local et national** ne touche pas seulement les petites communes. À **Arles**, 53 000 âmes, Nicolas Koukas se bat pour que sa ville ne soit pas avalée par la métropole voisine **Aix-Marseille-Provence**, comme l'y incitent les représentants de l'État qui visent quelques économies.



Sandrine Vincent

L'équation du pouvoir local est toujours compliquée. Mutualiser des moyens dans les intercommunalités permet en effet des économies, mais érode le champ décisionnel des élus municipaux et éloigne les centres de décision des citoyens. Nombreux sont ceux qui l'acceptent, d'autant mieux, comme Nicolas, qu'ils siègent dans ces instances. Mais entrer dans des ensembles encore plus grands est vécu comme une perte d'identité. Qu'est-ce que l'identité d'**Arles**? Il y aurait de quoi dissenter indéfiniment sur le sujet, mais au fond peu importe, c'est ce sentiment qui est intéressant. On le retrouve fréquemment chez les maires de petites communes et il est à l'origine de nombreuses défections.

Si les préfectures essaient de minimiser **les démissions d'édiles**, elles ne cachent en revanche pas celles des conseillers municipaux. Bien plus nombreuses en proportion, elles sont pourtant un signe encore plus inquiétant de la dévitalisation de la démocratie locale. À l'heure de constituer sa liste pour 2020, **Sandrine Vincent** le constate avec un peu d'agacement. Sollicitée en 2014 pour rajeunir l'équipe, elle a accepté au détriment de sa vie familiale et de sa carrière professionnelle. Les 2 000 habitants de **Chevaigné**, à 15 kilomètres de **Rennes**, lui prennent un très gros un mi-temps plus un bon nombre de ses soirées.

Quand elle entend certains retraités refuser de rester adjoints pour garder du temps pour eux, pour voyager et vivre autrement, elle grince des dents, même si elle comprend qu'ils puissent être las de faire le travail des salariés que la mairie ne peut pas embaucher. Dans les petites mairies, la suppression des emplois aidés s'est en effet traduite par un surcroît de travail pour les élus.

Sachant qu'il y a en France 530 000 conseillers municipaux, la masse de travail à bas coût qu'ils fournissent est énorme.

SYNOPSIS



Marième Tamata-Varin



Boris Ravignon



Vanessa Miranville

Le montant de ce qu'ils coûtent à la collectivité, parfois brandi par leurs détracteurs pour stigmatiser leur poids, est sans comparaison. Pourtant, **les moyens manquent toujours cruellement**.

Certains s'en plaignent, d'autres essaient d'agir, comme **Marième Tamata-Varin** la maire de **Yèbles**, village de 800 habitants, perdu au milieu des terres agricoles du **sud de Paris**. La jeune femme de 35 ans a fait rénover l'école avec de l'argent collecté sur internet. Forte de cette expérience présentée dans la presse comme innovante, elle s'attaque maintenant à la cantine et aux routes défoncées. L'énergie communicative de **Marième Tamata-Varin** opère pour l'instant mais on pourrait s'interroger sur ce recours à une forme de charité pour financer la chose publique. Tout comme il est permis de douter de la possibilité de lever de cette manière des budgets plus conséquents que les 10 000 euros de l'école de **Yèbles**.

En supprimant la taxe d'habitation, impôt fixé et perçu par les communes, l'État les prive d'un outil d'autonomie important, d'autant plus qu'il diminue par ailleurs leurs dotations pour les faire participer au redressement des comptes publics. Poussés à s'endetter pour garder leur liberté, les maires voient aussi entamé leur pouvoir de police, seul ministère régalien que l'État partage.

À **Charleville-Mézières**, **Boris Ravignon** se bat pour garder le contrôle de sa Police Municipale. Depuis quelques mois elle collabore avec la nouvelle **Police de Sécurité du Quotidien** du Ministère de l'intérieur comme le veut la loi. Sur le papier, ça semble être une bonne chose. Dans les faits, la Police Nationale profite de cette collaboration pour pallier ses propres pertes d'effectifs.

Dispute sur les horaires et les tâches dévolues à chacun, partage pas toujours équitable des moyens, les relations entre le maire et le préfet sont rugueuses. Affaiblie par d'importantes coupes budgétaires, la machine étatique reste puissante et difficile à affronter, même avec des arguments légitimes.

À ceux qui voient une recentralisation qui ne dirait pas son nom, le **Grand débat** provoqué par la crise des **gilets jaunes** et confié aux maires vient en apparence affirmer le contraire.

À **La Réunion**, particulièrement touchée par des manifestations violentes, **Vanessa Miranville** a facilité très tôt l'expression de ses administrés. La maire de **La Possession** a mis une salle à leur disposition, et a même organisé une garde d'enfants, mais elle n'y a pas participé. Ses concitoyens lui ont clairement fait comprendre qu'ils voulaient parler avec les représentants de l'État. En revanche, certains d'entre eux l'ont sérieusement prise à partie sur les réseaux sociaux, lui faisant porter la responsabilité de tous leurs maux.

Cette position très inconfortable, **Vanessa Miranville** en prend son parti et se concentre sur ce qu'il est possible de faire au niveau de sa commune. Moins volontaires, plusieurs de ses adjoints se sont découragés et ont quitté le conseil municipal. Son seul signe de protestation sera de ne pas aller à Paris porter les doléances des Possessionnais comme elle y avait été invitée.

NOTE DE L'AUTEUR

Nous ne découvrons pas les difficultés des élus. En 2014, nous avons bien vu qu'ils étaient sans cesse interpellés par leurs concitoyens pas toujours aimables, propulsés en première ligne d'événements parfois tragiques et surchargés de travail au point de générer des conflits avec leurs proches.

Nous avons alors décrit cette réalité très éloignée de l'image de nantis oisifs que véhicule un certain discours antisystème. Avec des rémunérations permettant à peine de vivre dans les petites communes, pas ou peu de formation et des responsabilités croissantes, ils s'étaient plus souvent montrés proches de travailleurs sociaux bénévoles que de décideurs tout-puissants.

Mais nous les avons aussi vus fiers et émus de représenter la République dans ses moments les plus solennels, attentifs aux autres et sincèrement heureux de pouvoir leur venir en aide chaque fois qu'ils en avaient la possibilité. Et cela nous avait semblé beaucoup plus important. Dans leurs mots et leurs gestes, la satisfaction qu'ils en tiraient paraissait être un moteur assez puissant pour compenser le poids de la charge qu'ils avaient à subir. Aucun n'avait caché ses difficultés, mais ils donnaient l'impression de les affronter avec une telle sérénité qu'elles en devenaient secondaires. Comme s'ils étaient nimbés d'une aura particulière, tissée à la fois de leurs forts caractères et de la légitimité du suffrage universel.

En cela, nous avons réussi notre mission qui consistait à opposer leur engagement désintéressé au sinistre « tous pourris » dont nous pensions qu'il était le principal poison de la démocratie. À l'opposé de l'accent facilement mis sur les turpitudes de certains, nous avons pu montrer que, pour un élu malhonnête, des centaines dans l'ombre se donnent sans compter. Une perception apparemment partagée par une majorité de Français.

Fin 2018, le dernier baromètre du Cevipof montrait en effet que si la confiance générale dans les élus s'était encore dégradée, le maire restait celui qu'ils préféraient.

Comme nous avons pu le constater, ils le considèrent à l'écoute et conscient de leurs réalités quotidiennes. Pourtant, depuis plusieurs mois, la presse relève fréquemment le nombre élevé de leurs **démissions**. Il aurait doublé par rapport à la précédente mandature et plus de la moitié d'entre eux ne souhaiterait pas se représenter.

Éric Kerrouche, sénateur et chercheur au CNRS, a conduit une étude sur les **motifs de découragement les maires**. Ce qu'il décrit est assez proche de nos observations empiriques : la difficulté de concilier le mandat avec la vie personnelle et pro-

fessionnelle, l'exigence des administrés, les risques et responsabilités, le sentiment de perdre la capacité d'action... La faiblesse de la rémunération ne fait pas partie des facteurs importants. Un des témoins que cite Éric Kerrouche emploie même le mot « **désespérance** ». En 2020, il anticipe qu'il puisse y avoir des communes sans candidats.

Quelle goutte d'eau a fait déborder le vase ?

Pourquoi maintenant ? En 2014, le coup de rabot dans les budgets était clairement annoncé, leurs administrés étaient déjà exigeants, l'affaiblissement des services publics de proximité était en marche, l'exécutif ne les tenait pas dans une considération à ce point meilleure, les réglementations n'avaient pas attendu cette date pour être aussi complexes qu'exaspérantes et les intercommunalités avaient déjà grignoté quelques pans significatifs de leurs prérogatives...

Un des facteurs s'est-il particulièrement aggravé, ont-ils soudain pris massivement conscience de la fragilité de leur condition, un effet de seuil les a-t-il fait basculer dans le défaitisme ou est-ce le fait d'un élément nouvellement apparu ?

NOTE DE L'AUTEUR

L'agression de l'État à l'égard des municipalités est bien réelle.

Une preuve parmi d'autres est cet encart que tous les Français ont pu voir sur leur dernier avis d'imposition local, signé du ministre de l'Action et des Comptes publics et précisant que « le gain [de la baisse de la taxe d'habitation] peut toutefois être diminué si l'une des collectivités locales qui vous taxe a augmenté son taux d'imposition ou supprimé des avantages vous concernant ».

Ces quelques mots contiennent à la fois l'agacement du pouvoir central à l'égard de celui des communes, son incapacité à passer franchement par-dessus et sa volonté, par calcul politique ou simple vengeance, de leur faire porter la responsabilité des souffrances économiques des Français.

Cette situation finalement assez embrouillée et peu productive prend ses racines dans nos textes fondateurs. L'article 72 de la Constitution garantit clairement l'indépendance des communes : « les collectivités s'administrent librement par des conseils élus », mais elle ne dit rien de précis sur leurs financements. Pour les constitutionnalistes, il va de soi que la faculté de lever l'impôt est une condition indispensable de la liberté, mais il faut descendre au niveau de la loi pour trouver des précisions là-dessus.

En clair, l'impôt local n'est pas un pilier de la démocratie inscrit dans le marbre, mais une prérogative accordée par l'exécutif à un moment donné. Sa fragilité en serait donc plus importante dans le cas où un gouvernement voudrait l'attaquer de front.

Créées à la révolution sous leur forme actuelle, **les communes sont des organisations qui remontent au Moyen-Âge et qui ont connu des degrés de liberté assez variés**. À certaines époques, on y a rendu la justice tandis qu'à d'autres elles avaient à peine le droit de tenir une caisse pour organiser le banquet annuel. Dans la période récente, c'est Napoléon Bonaparte qui leur a le plus coupé les ailes. Sous son règne, les maires étaient nommés par les préfets. On peut donc raisonnablement considérer que l'autonomie des communes est un bon indicateur du degré d'autoritarisme du régime en place à Paris.

Un vieux conflit, mais des préoccupations contemporaines

Élu le plus proche des citoyens, le maire est perçu par certains comme le mieux placé pour organiser la co-construction des décisions publiques. Pouvoir morcelé, celui des communes est également vu comme moins vulnérable aux lobbys. Pour d'autres, c'est exactement le contraire. Nous ne sommes pas là pour trancher la question, mais force est de constater que face aux grands enjeux planétaires que sont le climat, la mondialisation ou la pauvreté, les États-nations semblent paralysés.

Dans son livre intitulé *Et si les maires gouvernaient le monde*, le politologue américain Benjamin Barber va même plus loin en affirmant que leur pragmatisme, la confiance que les citoyens leur portent, leur indifférence aux frontières et à la souveraineté, ainsi que leur goût pour le travail en réseau, la créativité, l'innovation et la coopération sont les seuls outils efficaces pour affronter les bouleversements qui nous attendent.

Le choix des personnages



Un échantillon de six personnes n'a pas de valeur statistique, nous ne chercherons donc à en convaincre qui que ce soit. Mais nous pouvons argumenter nos choix.

Il y a d'abord autant de femmes que d'hommes. Ça, c'était facile.

Ils sont ensuite de tendances politiques équilibrées. Ça, c'était un peu plus compliqué. Trois ont des appartenances marquées, un à droite, un à gauche et la troisième écologiste. Les autres sont sans étiquettes ou classés dans les divers, droite ou gauche, mais tous affirment que ce n'est en rien le moteur premier de leur engagement.

La répartition géographique est également importante pour la diversité. Elle va de la banlieue de Lille à l'île de La Réunion – sur le papier, on peut difficilement faire plus large. Idem pour la taille de leurs communes, elles comptent de 650 à près de 100 000 habitants.

Vient enfin la question de l'âge. C'est là que nous entrons dans le parti pris. 80 % des maires ont plus de 50 ans, il aurait été logique de les prendre en majorité dans cette tranche d'âge. Nous avons choisi l'inverse pour deux raisons. La première par souci narratif et de dynamique : c'est en dessous que l'on trouve les personnages les plus enthousiastes, ceux qui n'ont pas encore trop de mandats au compteur et qui ont envie que ça marche. La seconde est presque militante, nous souhaitons souligner, sans avoir à le dire, que la fonction n'est pas réservée aux vieux mâles blancs.

Sur le fond, en plus des caractéristiques précédentes, chacun est porteur par son vécu spécifique d'une problématique, ou plus exactement d'un angle d'attaque de la question générale, le rapport des élus locaux avec l'État.

Il y en a six :

- le conflit d'intérêts frontal entre local et national ;
- les enjeux de pouvoir autour des intercommunalités et des métropoles ;
- la question des contraintes, normes et responsabilités qui alourdissent la charge de travail ;
- la problématique centrale du financement ;
- celle non moins complexe de la sécurité ;
- et enfin celle, un peu nouvelle, mais bien d'actualité, du dialogue avec les citoyens.

Si chaque thème est le temps fort du témoignage d'un personnage en particulier, chacun s'exprime sur tous les sujets.

La forme finale est un regard croisé guidé par la narration et non un catalogue séquentiel.

LES PERSONNAGES

ÉTIENNE SERNA, 39 ANS

Maire d'Aramits (64) dans les Pyrénées-Atlantiques, petite commune de 650 habitants, située à l'entrée de la vallée de Barétous, où se côtoient des éleveurs de moutons et une micro-station de ski.



À 39 ans, Étienne Serna a déjà derrière lui une carrière régionale de rugbyman bien remplie. À la ville, il travaille comme chef d'équipe dans une usine de chocolats du bourg voisin. Dans l'affaire des ours, il n'est pas le plus virulent mais la décision de passer par-dessus les maires de la vallée l'a mis en colère. Tout comme la concertation préalable qui a été organisée par la préfecture alors que la décision avait déjà été prise par le ministère. Préfecture qu'il accuse aussi d'avoir exercé un chantage aux subventions. Il le dit sans détour : on ne sert à rien ! Au milieu des sommets enneigés, les réunions des 40 élus du collectif ont la saveur de ce terroir de caractère. Le risque réel de dégâts du prédateur est difficile à estimer, mais il est vrai que les communes de la vallée se donnent du mal pour maintenir l'activité économique. Quand on n'y combat pas l'ours, Aramits est un village comme tant d'autres qui lutte contre les fermetures de classes et des services publics de proximité.

NICOLAS KOUKAS, 44 ANS

Il n'est pas maire d'Arles (13), 53 000 habitants, **mais adjoint**. Il a tellement d'attributions qu'il serait trop long d'en faire la liste ici.



Nicolas est donc l'exception. Nous le gardons parce que nous l'aimons bien et parce que c'était un des bons personnages du premier film. Adjoint depuis son plus jeune âge, et enfin tête de liste, il témoigne aussi d'un amour pour la chose publique que nous n'avons rencontré chez personne d'autre. Nicolas siège également à la communauté de communes et au département, c'est un fin connaisseur du millefeuille administratif à la française. Un de ses chevaux de bataille pour 2020 est le refus clair et net d'entrer dans la métropole Aix-Marseille-Provence. Cette position un peu « astérixienne » peut sembler anecdotique au premier abord, mais dans ses mots, intelligents et mesurés, elle prend une dimension universelle. Avec ses 52 700 habitants, ses projets culturels et son fort ancrage historique, Arles est une ville trop grande pour se fondre dans la masse et trop petite pour affronter seule les difficultés. Nicolas rêve de devenir maire pour résoudre cette équation.

LES PERSONNAGES

SANDRINE VINCENT, 44 ANS

Maire de Chevaigné (35), 2 000 habitants, à 15 kilomètres de Rennes.



Sandrine était elle aussi dans le premier film. Elle avait la place de la novice qui n'avait jamais mis les pieds dans une mairie et avait presque été élue par hasard. Elle découvrait tout à la fois l'ampleur de la tâche et comment régler la taille de l'écharpe. Titulaire d'un doctorat en psychologie, elle travaillait à mi-temps dans une entreprise voisine, le temps d'élever ses deux jeunes enfants avant de chercher un moyen de mieux valoriser son diplôme. Éluë, elle a gardé son travail pour des raisons financières. Les 1 600 euros bruts de la mairie ne suffisaient pas. Mais le cumul s'est avéré lourd, et la charge s'est accrue au cours du mandat. Depuis 2014, pas moins de quatre réformes ont touché les communes, ajoutant chaque fois des responsabilités à la panoplie déjà bien garnie des maires. Pour y faire face, ils avaient pour habitude de faire appel à des conseillers municipaux à la retraite qui avaient du temps et souvent des compétences. Mais Sandrine se heurte cette fois à leur refus de rempiler.

MARIÉME TAMATA-VARIN, 38 ANS

Maire de Yèbles (77), 660 habitants en Seine-et-Marne, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Paris.



Marième est une femme exceptionnelle. Née en Mauritanie, elle a la peau très sombre et, en plus, elle est musulmane. Sur ces terres dévolues à l'agriculture industrielle et arpentées par des chasseurs, l'extrême droite prospère. Mais la jeune femme a un sourire qui désarme, et une énergie communicative. Énergie qu'elle a consacrée à chercher de quoi sauver l'école de la commune sans attendre l'État. En quatre ans, elle a tiré des milliers de sonnettes et déployé autant d'idées pour trouver les 10 000 euros manquants. Elle a fait participer les entreprises de la région, les commerçants, et complété avec un appel sur internet, collectant des sommes minuscules, mais parfois venues de très loin. Ce qui est surprenant avec sa méthode, c'est qu'en plus trouver de l'argent, elle crée du lien. À la fin du chantier, un grand chef étoilé est venu offrir un banquet dans la cour de l'école toute neuve. Maintenant, Marième s'attaque aux routes. Ce sera sans doute une autre histoire, mais elle a de la ressource.

LES PERSONNAGES

BORIS RAVIGNON, 42 ANS

Maire de Charleville-Mézières (08), 47 000 habitants à la frontière belge, et président de la Communauté de Communes Ardennes Métropole, 130 000 habitants.



Enarque, inspecteur des finances et ancien conseiller de Nicolas Sarkozy au Ministère de l'Intérieur, puis à l'Elysée, Boris Ravignon connaît l'Etat comme sa poche. Il pourrait être celui qui défend les positions parfois illisibles de l'administration centrale, mais il n'en est rien. C'est sur la question de la sécurité qu'il est le plus sévère. Seul pouvoir régalién partagé entre l'État et les collectivités locales, elle est le siège de fortes tensions. Souffrant des réductions budgétaires, et de la perte d'effectifs qui en découle, la Police Nationale lorgne sur les effectifs de sa consœur locale, qui eux sont en augmentation. Le problème c'est qu'elle ne veut rien donner en échange, pas plus une part du commandement que des informations basiques. Si Boris Ravignon défend bec et ongles les prérogatives de sa police municipale ce n'est pas seulement parce qu'il paie. Sa proximité de maire avec ses administrés le rend plus sensible aux problématiques de tranquillité publique et de prévention alors que les services de l'Etat se concentrent de plus en plus sur la répression et le judiciaire.

VANESSA MIRANVILLE, 36 ANS

Maire de La Possession (97), 32 700 habitants, dans le nord de l'île de La Réunion.



À 9 500 kilomètres de Paris, le climat est différent, mais les questions de fond restent les mêmes. La distance n'efface pas la problématique, au contraire, elle en révèle l'universalité. Professeuse de maths agrégée, Vanessa Miranville est carrée dans son discours et dans ses actes. Quand elle parle de sa fonction, elle veut voir les choses de manière positive, mais elle tombe assez vite sur des sujets d'agacement. C'est le cas de l'absurdité de certaines obligations, comme celle qui lui est faite de mettre un refuge de haute montagne aux normes d'accessibilité alors qu'on ne peut s'y rendre qu'à pied. C'est aussi celui des défaillances de l'État qui privent la mairie de certaines de ses recettes. Le recouvrement des factures de cantine impayées, par exemple, est du ressort du Trésor public, mais faute d'effectifs suffisants, il ne s'en occupe pas ou peu. Volontaire, la jeune maire a négocié que des agents municipaux puissent le faire à sa place.

NOTE DU PRODUCTEUR

Le 6 avril 2015, *Vie de Maire, les dessous de l'écharpe* était primo-diffusé sur **Public Sénat**, suivi d'un débat en présence du réalisateur, d'élus et de politologues.

Bénéficiant d'une excellente couverture **presse** (« L'échelon positif de la démocratie » pour *Ouest France*, « un joli remède à un certain "tous pourris" » pour *L'Humanité*, « un docu décalé, qui redonne (un peu) envie de croire en la politique » pour *Grazia*), le film de Pascal Carcanade révélait aux spectateurs qu'un élu pouvait être bienveillant, engagé, passionné... et même intègre !

Après sa télédiffusion, *Vie de Maire* a été projeté à l'occasion de nombreux **événements et débats** :

- > au CESE, en présence de Jean-Paul Delevoye et des personnages du film ;
- > à Sciences-Po Paris et Rennes, en présence d'élus, de chercheurs et d'étudiants ;
- > au FOREJE (Forum des jeunes engagés), tenu à l'université Lille 3, dans le cadre d'un grand débat sur l'engagement des jeunes Européens ;
- > au Salon des Maires d'Île-de-France, pour débattre de la réforme territoriale ;
- > et à l'occasion de nombreuses projections en province, notamment dans les territoires des personnages du film.

Enfin, le **format DVD et l'ouvrage *Édiles*** ont fait l'objet d'acquisitions par de nombreuses collectivités et médiathèques.

Par ces biais, un sujet abordé le plus souvent sous un angle technique – et parfois aride – a pu toucher le grand public par le sensible et l'humain.



Le dispositif « transmédia » Vie de Maire 2015

Un film, un livre, un webdoc

DEPUIS « LES DESSOUS DE L'ÉCHARPE »

Nous n'avons pas cessé l'observation de cette vie municipale, confrontée à une séquence inouïe de transformations institutionnelles, politiques, sociales, culturelles... et démocratiques ! Rappelons-nous un instant :

1. Des réformes synonymes d'une perte de sens du mandat municipal

Dès août 2015, avec la loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République), chaque collectivité voit ses compétences redéfinies précisément. L'élu devient ainsi progressivement témoin impuissant du désengagement de l'État, avec pour seul contre-pouvoir celui de rendre son écharpe !

2. Une mise en péril économique qui mène à un sentiment de découragement

Baisse des dotations de fonctionnement, diminution des contrats aidés, suppression de la taxe d'habitation, etc. Autant d'indices qui permettent d'expliquer la montée d'un sentiment d'impuissance et d'essoufflement. Près de 100 % des communes sont aspirées vers le trou noir des intercommunalités...

3. Du désamour des politiques à la résistance des maires...

Bien que restant aux yeux des Français – et de loin –, leurs élus préférés, les maires ont eux-mêmes été les premières victimes d'une pratique hyper centralisée du pouvoir. C'est sans doute mus par une certaine forme d'énergie du désespoir qu'ils ont

joué leur rôle dans l'établissement récent des cahiers de doléances et de propositions.

4. L'irruption d'un terrorisme à échelle municipale dont la violence frappe les esprits et interroge le lien social...

Certes, il frappe de manière spectaculaire les métropoles, mais aussi pour la première fois, et de manière répétée, les villes moyennes, bourgs et campagnes : Joué-lès-Tours en 2014 ; Saint-Quentin-Fallavier en 2015 ; Magnanville et Saint-Étienne-du-Rouvray en 2016, Trèbes en 2018... Autant d'événements tragiques qui touchent au plus près nos concitoyens et questionnent la responsabilité des fameux corps intermédiaires dans les politiques d'assimilation ou d'intégration, au premier rang desquels l'élu local.

5. Retour en grâce où péril imminent ?

Le politologue Romain Pasquier décrit les élus locaux comme des « **capteurs de souffrance** ». La période est riche de perspectives aussi contradictoires qu'inconnues : ils peuvent anecdotiquement devenir des médiateurs afin que les débats locaux organisés par le gouvernement ne se transforment pas en bombe à retardement. Mais leur rôle peut aussi désormais être de formaliser et construire ce que pourrait être le nouveau contrat social, civique et écologique. Dans cette hypothèse, ils ne devraient pas seulement recueillir les doléances, mais se demander : que puis-je faire pour que le service public de demain soit ressenti comme au moins aussi efficace ?

CV DE L'AUTEUR



PASCAL CARCANADE

RÉALISATEUR - CHEF OPÉRATEUR - MONTEUR

64, rue Pelleport 75020 Paris

Né le 14/10/63 à Bordeaux

+33 686 949 123

PRINCIPAUX FILMS

• DETROIT IS B(L)ACK - 52' - Co-auteur/Réalisation/Images/Montage - Arte - 2018

Après la chute de l'industrie automobile et la faillite, Detroit est de nouveau en plein boum. Tout juste 20 ans après notre premier tournage dans cette ville, nous interrogeons ce renouveau en compagnie des personnages rencontrés lors des précédents films. Y en aura-t-il pour tout le monde? Quand le « trickle-down » apparaît sous un jour moisi riant que celui sous lequel il est généralement présenté.

• LES ÎLES DE MARS - 52' - Co-auteur/Réalisation/Images/Montage - France Ô - 2018

Petit voisin pauvre de la Nouvelle-Calédonie, le Vanuatu est souvent pris comme épouvantail par ceux qui souhaitent que le caillou reste français. Au cours d'un voyage politique et poétique entre les deux îles, Marcel Meltherorng, écrivain et chanteur vanuatais né en Calédonie, pose à sa manière la question qui hante les Calédoniens : faut-il choisir entre liberté et richesse?

• L'AUSTRALIE AU CHARBON - 26' - Co-auteur/Réalisation/Images/Montage - Arte - 2017

Signataire de tous les accords internationaux sur le climat, l'Australie a néanmoins autorisé la mise en chantier de la plus grande mine de charbon à ciel ouvert du monde. Pourquoi une telle incohérence à l'heure où la barrière de corail, sa mine d'or touristique, meurt du réchauffement des eaux, et alors que ce pays possède le plus important potentiel mondial pour les énergies renouvelables?

• LA FORTERESSE AUSTRALIENNE - 26' - Co-auteur/Réalisation/Montage - Arte - 2016

Les demandeurs d'asile qui essaient d'entrer en Australie sans permission sont enfermés de force dans

des camps de rétention en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru. Certains y sont depuis plus de cinq ans. Déstabilisation de pays fragiles et drames individuels, le rêve d'un nombre de plus en plus grand de gouvernements européens est en réalité un véritable cauchemar.

• VIE DE MAIRE - 52' + 6 x 13' - Auteur/Réalisation/Montage - Public Sénat / L'Obs - 2015

Fraîchement élus aux municipales de 2014, six citoyens ordinaires entament un mandat de maire ou de simples conseillers municipaux. Loin du sinistre « tous pourris », ils vont découvrir que la vie publique demande une énergie et un temps considérable en échange de rémunérations qui sont loin d'être somptueuses. Six parcours singuliers dans six régions différentes mais un point commun : l'engagement et le sens du collectif.

• L'ARGENT DE LA NEIGE - 52' - Co-auteur/Réalisation/Images/Montage - Arte / ORF - 2014

Le savoir-faire de l'industrie alpine des sports d'hiver s'exporte très bien. Français et Autrichiens se livrent une concurrence acharnée pour construire des stations de ski clé-en-main partout dans le monde. Que le modèle soit menacé par la raréfaction de la neige et que son artificialisation pèse sur l'environnement ne semblent déranger personne. Tant qu'il est rentable, on continue, le plus longtemps possible...

• NAURU, L'ÎLE PERDUE - 52' - Co-auteur/Réalisation/Images/Montage - France O - 2008

C'est l'histoire d'un pays qui a été très très riche, qui a consommé sans modération tout ce qu'il a trouvé à consommer, et puis qui a épuisé ses ressources naturelles, qui s'en est retrouvé ruiné, qui vit désormais au milieu des déchets de sa consommation et dont la population est malade d'avoir absorbé trop de sucre. Ce pays s'appelle Nauru. Pour Nauru, ça a été très vite parce que c'est tout petit, mais sommes-nous à l'abri de la même aventure?

• AU CARREFOUR DES DROITS DE L'HOMME - 52' - Auteur/Réalisation/Montage - France 5 - 2001

Au Bangladesh et en Chine, des membres de la Fédération internationale des droits de l'homme audient les usines de sous-traitants de Carrefour. Entre le risque de servir de caution et l'occasion de promouvoir le respect des droits économiques et sociaux, la question centrale reste de savoir si les consommateurs occidentaux sont prêts à payer leurs produits plus cher pour que ceux qui les fabriquent bénéficient de meilleures conditions de vie.

CV DE L'AUTEUR

ET AUSSI...

- **VANUATU, UN AN APRES - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Arte – 2016
- **KENYA, UNE ASSURANCE CONTRE LA SÉCHERESSE - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Arte – 2012
- **LA DETTE DES ÉTUDIANTS AMÉRICAINS - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Arte – 2012
- **SUR LES TERRES DE VICTOR ORBAN - 26'** – Avec Laurent Cibien - Arte - 2012
- **ÉGYPTE, L'ATTENTE ET LA PEUR - 26'** – de Michael Unger – Montage – Arte - 2011
- **PUBERTÉ PRÉCOCE - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – M6 66 Minutes – 2011
- **LA CONTREBASSE VOYAGEUSE – 52'** + transmedia – Co-auteur – France 3 – 2011
- **LE MYSTÈRE TOLEDO - 52'** – Co-auteur/Montage – Planète – TV3 – 2010
- **MALADES DU WEB - 30'** – de A. Loussouarn – Production – France 2, Envoyé Spécial – 2010
- **COLÈRES CHINOISES - 35'** – de A. Loussouarn – Production – France 2 – Envoyé Spécial – 2010
- **COCA LÉGALE - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Arte Reportage – 2008
- **LA GUERRE DES CRIQUETS - 52'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Arte – 2006
- **SUR LES SENTIERS DE L'ÉCOLE - 52'** – Co-auteur/Montage – France 5 / Planète – 2005
- **LES GRANDS DUELS DU SPORT - 3 X 52'** - de A. Roux – Images/Montage – Arte – 2004
- **DETROIT, LA CHUTE DES BIG 3 - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Arte – 2006
- **DES MARQUES DANS LA TÊTE - 32'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – France 2 – 2005
- **L'ÉCOLE ET LE PÉTARD - 34'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Envoyé Spécial – 2003
- **PEUR SUR LES TOITS - 26'** – Co-auteur /Réalisation/Images/Montage – Arte – 2002
- **JE VOUS ÉCRIS DE LITUANIE - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Arte – 2002
- **MARCHANDS DE SOMMEIL - 26'** – Co-auteur /Réalisation/Images/Montage – Arte – 2001
- **CHAMPIONS PAR TRADITION - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Arte – 2000
- **LA VIE EN GROS - 26'** – Co-auteur /Réalisation/Images/Montage – Arte – 1999
- **L'HOMME SURVEILLE - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – FRANCE 5 - 1999
- **LES DERNIERS PRISONNIERS DE SUHARTO - 52'** – de B. Debord – Montage – Arte - 1998
- **AU SECOURS JANINE - 52'** -de L. Cibien et A. Roux – Montage – France 3 – 1998
- **CONTRE L'OUBLI - 30 X 3'** – de B. Debord, – Montage – MK2/Amnesty International/Arte – 1997

- **L'AMÉRIQUE AU PIQUET - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Arte – 1998
- **ORANGS-OUTANS EN PÉRIL - 26'** – Co-auteur/Réalisation/Images/Montage – Arte – 1998
- **LA DÉCHIRURE CONGOLAISE - 26'** – de B. Debord – Images/Montage – Arte – 1997
- **PAROLES DE HUTUS - 26'** – de B. Debord – Images/Montage – Arte – 1997
- **LES FOLLES D'ISTANBUL - 26'** – de B. Debord – Images/Montage – Arte – 1997 – FIPA D'OR du grand reportage 1997

COLLABORATIONS RÉGULIÈRES À DES JOURNAUX ET ÉMISSIONS

TF1 - FRANCE 2 - FRANCE 3 - FRANCE 5 - M6 - ARTE - Antena 3 (Espagne) - Eco (Mexique) - Télévisa (Mexique) - RAI (Italie) - ZDF (Allemagne) - VOX (Allemagne) - Deutsche Welle (Allemagne) - RTL + (Allemagne) - NOS (Pays-Bas).

FORMATION

Assistant opérateur - 1986-1990 : formation à la prise de vue et à l'éclairage
Auditeur à la faculté Paris VIII en analyse de film et écriture de scénario - 1985/1988
Espagnol courant - Anglais d'usage

ANNEXE : REVUE DE PRESSE

De nombreux articles de la presse nationale et régionale ont été consacrés au film lors de sa sortie. Voici une sélection de quelques coupures de presse.





CONTACT

Matériel presse disponible sur demande :
contact@agencevaleurabsolue.com

AGENCE VALEUR ABSOLUE
Audrey Grimaud assistée de Sophie Chauffaut
06 72 67 72 78 - contact@agencevaleurabsolue.com



PWP - 4, rue du Marché-Saint-Honoré - 75001 Paris - 01 75 43 20 90